

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 13 JUIN 2022**

**Par le Service des communications
et des relations publiques**

Fermeture d'une RPA à Notre-Dame-du-Laus

Le CISSSLAU et la Municipalité assurent qu'aucun aîné ne sera laissé à la rue

MAXIM OUELLETTE-LEGAULT
mouellette@inmedias.ca

Le 28 mai, la résidence privée pour aînés Sous les étoiles à Notre-Dame-du-Laus a annoncé aux résidents et à leurs proches qu'elle fermerait ses portes le 30 juin. Le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) et la Municipalité travaillent afin que les résidents ne se retrouvent pas sans toit.

Le 6 juin, *L'Info* a reçu une information selon laquelle la fermeture de la résidence pour personnes âgées (RPA) pourrait même être devancée au 21 juin. Selon Catherine Filion-Lord, du service des communications du CISSSLAU, « un exploitant d'une résidence privée pour aînés qui désire cesser ses activités, même à l'égard d'une partie seulement de la résidence, doit transmettre un plan de cessation des activités au CISSS concerné au moins neuf mois avant la date prévue de cessation ».

La Municipalité de Notre-Dame-du-Laus souhaite mettre en place un plan de sauvetage de la résidence grâce à une société paramunicipale qui pourrait prendre la relève. Le maire de Notre-Dame-du-Laus, David Cyr, affirme que « Ce qui est important pour le moment, c'est le côté humain. Cependant, il semble que la propriétaire souhaite que personne n'entre là à sa place. Nous avons offert de louer l'endroit, ce qui a été refusé ».

Le CISSSLAU est actuellement en contact avec les familles afin de relocaliser les 24 résidents de la RPA: « Aucun usager ne se retrouvera sans foyer. [...] Considérant

la proximité avec la région de l'Outaouais, des liens sont faits avec ce secteur pour les familles qui le souhaitent ».

La solution proposée par le CISSSLAU de relocaliser les habitants vers l'Outaouais ne plait pas à tous. Une personne qui a voulu témoigner sous le couvert de l'anonymat explique que « Le CISSS nous a offert une place à Gatineau pour ma mère, mais ce n'est vraiment pas comparable à la résidence de Notre-Dame-du-Laus. Il faut lui donner cela, les résidents étaient très bien. Ils

offraient de bons soins, ils avaient un bon personnel et c'était propre ». Cette même personne ajoute que « C'est la fermeture à 30 jours d'avis qui nous surprend. Nous n'avons jamais envisagé que la résidence fermerait ses portes ».

Démunie, cette même personne confie qu'elle tentera d'installer temporairement sa mère au rez-de-chaussée de son domicile. Une autre personne qui a requis l'anonymat pour témoigner s'exprime ainsi: « Les proches des résidents sont complètement

outrés et en colère ».

Selon David Cyr, la personne responsable de la résidence aurait fait part d'épuisement et d'un déficit depuis deux ans, ce qui expliquerait la fermeture de la résidence: « La personne tenait cela à bout de bras ». Il note cependant que « Les résidents étaient très bien traités à cet endroit ».


L'Info a tenté de rejoindre la propriétaire de la RPA en question afin d'avoir sa version des faits, mais sans succès. 📧

La fermeture d'une résidence pour personnes âgées suscite l'émoi à Notre-Dame-du-Laus. (Photo Depositphotos)



Dans les Hautes-Laurentides

Premiers transports en navette aéromédicale

Le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) annonce un nouveau service dans les Hautes-Laurentides, le transport par navette aéromédicale. Le premier patient qui en a bénéficié est parti le 11 mai dernier de l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Montréal. Il était de retour en 24 heures. La navette, qui contient les équipements médicaux similaires à ceux que l'on retrouve dans les ambulances, est un projet d'amélioration de l'accès aux soins pour les usagers hospitalisés dans le secteur d'Antoine-Labelle. Comme l'appareil compte à son bord deux infirmières de l'équipe d'Évacuations aéromédicales du Québec (EVAQ), « ce partenariat évite de solliciter notre personnel pour un long accompagnement par ambulance, en plus de garder notre couverture ambulancière dans le secteur alors qu'un transport régulier vers Montréal prend un minimum de 8 heures pour l'aller-retour », explique la présidente-directrice générale du CISSSLAU, Rosemonde Landry. Déjà 9 transports de la sorte ont eu lieu. (Photo gracieuse - CISSSLAU) 

Plus de 100 000\$ amassés

Récolte record pour La Fondation médicale

SALLE DE RÉDACTION
redaction@inmedias.ca

L'événement Golf-Vélo 2022 de la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut a permis d'amasser plus de 100 000\$ soit la meilleure récolte de son histoire.

L'événement, qui a rassemblé plus de 150 golfeurs sur le parcours Le Balmoral de Morin-Heights, pouvait compter sur la présence de l'auteur Luc Dionne à titre de porte-parole

« Comme résident de Saint-Sauveur, je connais le rôle important joué par la Fondation en matière d'équipements et de services de santé et je suis heureux d'avoir pu y apporter mon humble participation », a mentionné M.Dionne.

L'encan crié animé par nul autre que l'ex-hockeyeur du Canadien de Montréal, Yvon Lambert, a suscité un intérêt phénoménal,

surtout que Luc Dionne avait mis en vente le nom d'un personnage de sa prochaine série. Le concept était très simple : la personne qui gagnait la plus haute mise verrait un personnage porter son nom. « C'est toujours très populaire ce type de prix pour un encan. Et ça crée énormément d'ambiance. Le nom du personnage de Daniel Chiasson émane d'ailleurs de ce concept », précise M. Dionne.

C'est finalement le propriétaire du Canadian Tire de Sainte-Agathe-des-Monts, Jean Dumas, qui a effectué une mise imbattable de 17 000\$, motivé par un Yvon Lambert à l'animation.

Les autres prix de l'encan crié ont aussi rapporté gros à la Fondation. Il y avait deux tasses avec scénarios signés par tous les comédiens de District 31 ainsi que deux bouteilles de vin de la collection Guy Lafleur signées par nul autre que le défunt Démon blond qui vient de nous quitter.

Du côté de la Fondation médicale, on



Le président d'honneur Luc Dionne est entouré des membres du conseil d'administration de la Fondation Béatrice Hébert, Christian Jasmin, Annie-Claude Ménard, Dr Frédéric Beaudry, Michel Rochon (président), Marc Laverdure et Michel Trottier. (Photo gracieuseté)

pavoise devant la réussite de l'édition 2022. « Ce succès on le doit à nos fidèles golfeurs et cyclistes, à nos remarquables commanditaires et à nos convives qui n'ont pas hésité à faire preuve de générosité lors de l'encan, mais on doit aussi une

fière chandelle à Luc Dionne qui, malgré ses nombreuses occupations, a dit oui à notre organisme. Nous lui en sommes reconnaissants », indique le président Michel Rochon. 🍷

précédente mandats

Centre intégré de santé et de services sociaux

Le mandat de Rosemonde Landry prolongé jusqu'en 2023

Le mandat de la présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) est prolongé du 1^{er} octobre 2022 au 31 mars 2023. Elle est en poste depuis septembre 2019 et oeuvre au CISSSLAU depuis 2015. Mme Landry a acquis son expérience notamment grâce à sa formation en soins infirmiers, mais également par ses études supérieures, dont une maîtrise en administration des affaires (MBA) et un diplôme d'études supérieures spécialisées en droit et politiques de la santé. En somme, ce sont près de 40 années qui ont forgé son expertise. « Je suis heureuse de pouvoir poursuivre le travail entrepris au cours des dernières années. C'est avec autant de coeur et d'engagement que je souhaite continuer de mener la belle et grande équipe du CISSSLAU. C'est un privilège de côtoyer autant de personnes pleines d'expertise et d'humanité », a déclaré Mme Landry. 🌟



(Photo gracieuseté - CISSSLAU)

Accès, 15 juin 2022, p. 9

Le Nord, 15 juin 2022, p. 9

BILAN DE MANDAT DU GOUVERNEMENT LEGAULT

RATTRAPER LE RETARD DANS LES LAURENTIDES

Marie-Catherine Goudreau – Lundi dernier, les 10 députés de la CAQ représentant la région des Laurentides étaient réunis à Saint-Jérôme. Ils ont présenté le bilan des quatre dernières années à la tête du gouvernement.

« J'aimerais évoquer l'épreuve collective dont nous avons dû faire face. Notre volonté a été mise à rude épreuve, mais notre engagement est demeuré entier. Nous n'avons pas été élus pour gérer une pandémie, mais le destin nous a amenés à le faire », a souligné la ministre responsable de la région des Laurentides, Nadine Girault.

« Nous sommes conscients qu'il reste encore beaucoup de travail à accomplir. On ne relève pas un édifice en seulement une saison. Comme on ne rattrape pas un retard d'investissement dans une région en un seul mandat », a-t-elle souligné.

« **Nous n'avons pas été élus pour gérer une pandémie, mais le destin nous a amenés à le faire** » - Nadine Girault

« Après quatre ans, on en a fait des choses dans les Laurentides. On a réglé des dossiers qui attendaient depuis longtemps, parfois depuis plus d'une décennie », a ajouté à son tour, Youri Chassin. Ce dernier est député de la CAQ à Saint-Jérôme.

■ SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

En santé, le gouvernement a doublé le montant pour la modernisation de l'hôpital de Saint-Jérôme et l'agrandissement de celui de Saint-Eustache. Il a investi plus de 729 M\$ pour la santé dans la région. De plus, il prévoit l'ouverture graduelle de 288 places dans cinq Maisons des Aînés à compter de cet été.

À Saint-Jérôme, la construction du pavillon de médecine nucléaire commencera bientôt et le pavillon de santé mentale est presque livré. « Ça ne fait que commencer. Il n'y a que des projets dans les cartons », a souligné Youri Chassin.

Après quelques rencontres avec la Coalition Santé Laurentides, le gouvernement affirme être « à l'écoute » de leurs demandes. « Ce sont des enjeux qui datent de 15-20 ans. [...] On est au courant de la situation. Maintenant, ce qu'on est en train de faire, c'est de repositionner pour s'assurer qu'on a les services et soins nécessaires. Mais ça ne se fera pas du jour au lendemain », a précisé Nadine Girault.

■ ÉDUCATION

Le gouvernement caquiste a investi plus de 789 M\$ en éducation, pour la construction d'écoles et l'entretien de bâtiments existants.



Les 10 députés de la CAQ dans les Laurentides étaient de passage à Saint-Jérôme.

On prévoit construire ou reconstruire plus d'une douzaine d'écoles primaires et trois écoles secondaires prochainement.

Du côté de l'enseignement supérieur, le Centre collégial de Mont-Tremblant a été inauguré. Puis, le Centre universitaire de Mont-Laurier s'est vu octroyer les sommes nécessaires à la construction de nouveaux espaces d'études.

■ TRANSPORTS

De 2019 à 2024, le gouvernement prévoit 824 M\$ pour les travaux des infrastructures routières. « Il faut repenser les grands axes routiers et les adapter aux réalités d'aujourd'hui », a soutenu Nadine Girault.

Les travaux concernent notamment l'élargissement d'une portion de la route 117 et de l'autoroute 50, le prolongement de l'autoroute 19 et le réaménagement de la route 335. De plus, des voies réservées pour le covoiturage et le transport en commun seront ajoutés à l'autoroute 15.

■ DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Durant la pandémie, le gouvernement a octroyé plus de 30 M\$ à près de 1 000 entreprises. Puis, le programme de Soutien à l'action bénévole a permis d'accompagner environ 1 500 organismes sociaux et communautaires.

De plus, l'accès à Internet haute vitesse a été un engagement important du gouvernement dans les Laurentides. « Dans notre région, ce sont des dizaines de milliers de citoyens et des centaines de PME qui bénéficieront de cet avantage essentiel », a souligné la ministre.

■ CRISE DU LOGEMENT

Concernant la crise du logement, le gouvernement Legault a notamment travaillé pour augmenter l'offre, a souligné Eric Girard, ministre des Finances et député de

Groulx. Québec a investi plus de 950 M\$ pour les logements sociaux.

« La construction des logements sociaux n'est pas rapide, comme il y a plusieurs partis impliqués. Cela a amené la création d'un nouveau programme de logements abordables pour fournir des logements plus rapidement », a noté M. Girard.

Alors que le 1^{er} juillet arrive à grands pas, le programme de supplément au loyer permet de répondre à des situations plus urgentes.

« La solution à long terme, c'est d'avoir plus de logements. On a d'autres initiatives également au niveau immobilier », a affirmé le ministre.

PDG DU CISSS DES LAURENTIDES

MANDAT RENOUVELÉ POUR ROSEMONDE LANDRY

Rédaction - Le président du conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, André Poirier, a annoncé la prolongation, par le gouvernement du Québec, du mandat de madame Rosemonde Landry à titre de présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides, du 1^{er} octobre 2022 au 31 mars 2023.



Rosemonde Landry, présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides.

Madame Landry assume ses fonctions depuis septembre 2019 et œuvre au CISSS des Laurentides depuis 2015. Elle occupait auparavant les postes de directrice des

soins infirmiers et de l'éthique clinique puis de directrice générale adjointe au programme de santé physique générale et spécialisée, de l'enseignement et de la recherche. Elle avait aussi travaillé dans la région de Trois-Rivières ainsi qu'en Ontario.

« Rosemonde Landry a su, au cours des trois dernières années, relever différents défis avec brio à titre de PDG du CISSS des Laurentides. Elle a particulièrement su rallier les troupes dans un contexte très exigeant imposé par la pandémie. Elle tient à mettre les usagers au cœur des priorités, ce qui est incontournable pour notre organisation », a révélé M. Poirier.

« Je suis heureuse de pouvoir poursuivre le travail entrepris au cours des dernières années. C'est avec autant de cœur et d'engagement que je souhaite continuer de mener la belle et grande équipe du CISSS des Laurentides. C'est un privilège de côtoyer autant de personnes pleines d'expertise et d'humanité », a déclaré Mme Landry.

En terminant, les membres du conseil d'administration souhaitent remercier Mme Landry d'accepter de poursuivre son mandat et tiennent à souligner le travail acharné des différentes équipes qui oeuvrent avec elle à la santé et au bien-être de la population des Laurentides.

MALADIE DE LYME

DES TIQUES CONTAMINÉES DANS LES LAURENTIDES



Plus une tique reste accrochée longtemps, plus le risque de transmission de la maladie de Lyme augmente.

Guillaume Marchal - Apparue au Québec en 2011, la maladie de Lyme se transmet par la piqûre de tique. En 2014 la maladie affectait un peu moins de 10 personnes sur le territoire laurentien. En 2021, le CISSS recensait plus d'une vingtaine de patients. Face à cette recrudescence de la maladie, voici les gestes préventifs à mettre en place.

Vous vous promenez dans les bois, rentrez chez vous, et constatez qu'une petite bête noire est fixée à votre cheville. Il s'agit probablement d'une tique. Il est possible de l'enlever soi-même, avec une pince à sourcil. Attention cependant à ne pas écraser la tique et laisser sa tête sur votre corps.

Plus une tique reste accrochée longtemps, plus le risque de transmission de la maladie de Lyme augmente. Dans 60 à 80 % des cas, une rougeur sur la peau apparaît à l'endroit de la piqûre. Les symptômes de Lyme sont généralement une sorte d'état grippal. Ils apparaissent entre 3 et 30 jours après le contact avec la tique.

Pour éviter de contracter la maladie, un traitement préventif existe. Votre pharmacien ou médecin peut vous prescrire un antibiotique à base de doxycycline. Cependant, des critères d'admissibilité au traitement sont mis en place par le CISSS [Centre intégré de santé et de services sociaux].

■ GESTES PRÉVENTIFS

« Le meilleur moyen de ne pas attraper la maladie de Lyme, c'est de ne pas se faire piquer », prévient le médecin spécialiste au CISSS des Laurentides, Marie-Claude Lacombe. Pour cela, il est conseillé de protéger les zones où la tique pourrait venir se fixer à votre peau. « La tique ne vole pas ou ne saute pas. Elle se tient souvent sur les hautes herbes, et peut s'agripper à votre peau si vous ne faites pas attention. Porter un chapeau, des vêtements longs ou appliquer de l'anti-moustique accentue vos chances de ne pas être piqué », affirme D^{re} Marie-Claude Lacombe.

« Toutes les tiques ne sont pas porteuses de la maladie. Seules celles à pattes noires

peuvent transmettre la bactérie « *Borrelia burgdorferi* », responsable de la maladie de Lyme chez l'humain », explique la spécialiste. Les tiques se contaminent en mordant les rongeurs, biches, et autres animaux sauvages. Elles peuvent ensuite transmettre le microbe à l'être humain. « Dans les régions où la bactérie circule, seulement 8 à 10 % des tiques sont infectées », informe la médecin.

■ LYME CHRONIQUE

La maladie de Lyme peut causer des complications neurologiques et cardiovasculaires. « Même si des traitements existent, des symptômes chroniques peuvent persister chez certains patients atteints par la maladie », soutient D^{re} Lacombe. Ces symptômes peuvent affecter le fonctionnement de la personne au travail, à l'école ou dans ses loisirs. « Selon les études, la persistance des symptômes est moins fréquente chez les enfants (moins de 1 %) que chez les adultes (de 5 à 20 %) », peut-on lire sur le site du CISSS des Laurentides.

La maladie se traite avec des antibiotiques. Le choix du traitement dépend de l'âge et des atteintes présentes chez la personne contaminée. Un examen physique et neurologique complet est prescrit aux souffrants. L'efficacité du traitement s'évalue cliniquement. Certains dommages causés par la maladie peuvent s'avérer irréversibles.

Liste des critères

- Avoir été piqué dans une municipalité où la tique peut transmettre la maladie de Lyme. (Retrouvez les municipalités sur le site www.inspq.qc.ca/zooses/maladie-de-lyme)
- Avoir eu une tique attachée à la peau pendant plus de 24 h;
- Avoir retiré la tique depuis moins de 72 h;
- Aucune contre-indication à la doxycycline.

CANDIDAT À SAINT-JÉRÔME

YOURI CHASSIN DÉFENDRA SON BILAN

France Poirier – Le député de Saint-Jérôme, Yuri Chassin, a décidé de reporter sa candidature en vue de l'élection d'octobre prochain. Le député de la Coalition Avenir Québec a décidé de briguer un deuxième mandat.

C'est lors de la dernière journée de la session parlementaire, vendredi dernier, que Yuri Chassin a annoncé, sur sa page Facebook, sa candidature dans la circonscription de Saint-Jérôme pour l'élection provinciale du 3 octobre 2022.

« Dans les quatre dernières années, mon équipe et moi avons travaillé pour régler différents dossiers. On n'a qu'à penser à l'Hôpital régional, aux nouvelles écoles, aux logements sociaux, aux ajouts de départs du train de banlieue, aux places disponibles dans les services de garde. Il reste du travail à faire et ça me motive », a-t-il souligné.

■ DEUXIÈME MANDAT

« J'ai aimé mon expérience et je souhaitais renouveler mon mandat. Ces 4 années comme député ont été assez convaincantes pour prendre cette décision. J'ai aimé mon expérience, malgré les difficultés. Et c'est pour moi un privilège énorme de représenter mes concitoyens », nous a confié en entrevue Yuri Chassin.

« Je suis dans une situation particulière à Saint-Jérôme. Il y a un maire, une ville et un comté, dans les mêmes limites territoriales. On représente les mêmes citoyens et on a l'obligation de travailler ensemble. Avec le nouveau conseil municipal, il y a beaucoup de dynamisme et beaucoup de projets. Ça se passe bien. On travaille dans la joie et le bonheur et on pousse les dossiers pour Saint-Jérôme tous ensemble et dans la même direction », affirme le député.

■ PRIORITÉS

Yuri Chassin affirme que les priorités mises de l'avant au gouvernement venaient des citoyens. « Que ce soit en santé ou en transports, on a écouté les citoyens. Des personnes âgées nous ont parlé de leurs souhaits de demeurer chez elles le plus longtemps possible. Des préoccupations liées aux écoles, aux garderies, c'a été sur cette base qu'on a travaillé localement. Même si ce n'était pas un sujet de la campagne, l'itinérance a été au cœur de mes priorités et le restera pour le prochain mandat », souligne-t-il.

« Pour l'hôpital, on a avancé à grands bonds avec les superficies supplémentaires avec le nouveau pavillon ouvert à la fin de 2019. Puis, il y a le futur pavillon en santé mentale ainsi qu'un autre pavillon qui a été ouvert durant la pandémie. On s'entend, c'est temporaire pour 10 à 15 ans. Même si son aspect extérieur fait penser à un « tempo », il contient des espaces à la fine pointe de la technologie. Ce sont 57 lits dans des chambres individuelles qui ont été ajoutés en moins de 12 mois », souligne-t-il.

« On a beaucoup travaillé avec le CISSS là-dessus. C'a été la même chose pour le refuge d'urgence pour les itinérants. On a travaillé tous dans le même sens. On a pris le temps de consulter tous les groupes, tous les acteurs. On a pris le temps de les écouter et à la fin ça donne un projet porteur comme La Hutte », illustre Yuri Chassin.

■ PÉNURIE DE LOGEMENTS

Concernant la pénurie de logements, le député croit qu'il faut « s'attaquer à ce problème ». « Mais on n'aura jamais les mêmes pouvoirs que dans le domaine privé. Par ailleurs, il y a des besoins en termes de logements sociaux, comme



Yuri Chassin sera à nouveau candidat pour la CAQ dans Saint-Jérôme.

des logements supervisés, et là-dessus, on est assez actifs. Globalement, le gouvernement précédent avait promis 15 000 logements sociaux au Québec, mais il ne les a jamais financés, ni même débutés. C'est un projet que l'on veut réaliser », a conclu M. Chassin.

PDG DU CISSS DES LAURENTIDES

MANDAT RENOUVELÉ POUR ROSEMONDE LANDRY

Rédaction - Le président du conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, André Poirier, a annoncé la prolongation, par le gouvernement du Québec, du mandat de madame Rosemonde Landry à titre de présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides, du 1^{er} octobre 2022 au 31 mars 2023.



Photo: Courtoisie

Rosemonde Landry, présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides.

Madame Landry assume ses fonctions depuis septembre 2019 et œuvre au CISSS des Laurentides depuis 2015. Elle occupait auparavant les postes de directrice des soins infirmiers et de l'éthique clinique puis de directrice générale adjointe au programme de santé physique générale et spécialisée, de l'enseignement et de la recherche. Elle avait aussi travaillé dans la région de Trois-Rivières ainsi qu'en Ontario.

« Rosemonde Landry a su, au cours des trois dernières années, relever différents défis avec brio à titre de PDG du CISSS des Laurentides. Elle a particulièrement su rallier les troupes dans un contexte très exigeant imposé par la pandémie. Elle tient à mettre les usagers au cœur des priorités, ce qui est incontournable pour notre organisation », a révélé M. Poirier.

**« C'est un privilège
de côtoyer autant de
personnes pleines
d'expertise et d'humanité »**

- Rosemonde Landry

« Je suis heureuse de pouvoir poursuivre le travail entrepris au cours des dernières années. C'est avec autant de cœur et d'engagement que je souhaite continuer de mener la belle et grande équipe du CISSS des Laurentides. C'est un privilège de côtoyer autant de personnes pleines d'expertise et d'humanité », a déclaré Mme Landry.

En terminant, les membres du conseil d'administration souhaitent remercier Mme Landry d'accepter de poursuivre son mandat et tiennent à souligner le travail acharné des différentes équipes qui œuvrent avec elle à la santé et au bien-être de la population des Laurentides.

SOUS-FINANCEMENT DES LAURENTIDES LES PRÉFETS **REVENDIQUENT** UNE IMPLICATION GOUVERNEMENTALE

Michel Lapointe
redaction@groupejcl.ca

C'est devenu une évidence, la région des Laurentides ne reçoit pas sa juste part des investissements gouvernementaux à bien des niveaux.

Dans un geste commun et profitant du contexte de campagne électorale qui débute au cours des prochains mois, les huit préfets des Laurentides ont exigé, en conférence de presse tenue à Montréal le 16 mai dernier, que le gouvernement du Québec reconnaisse la situation et pose les gestes en conséquence.

À cette occasion, ont parlé d'une même voix :

Scott Pearce, président du Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL), Pierre Charon, préfet de la MRC de Deux-Montagnes et maire de Saint-Eustache, Éric Westram, préfet de la MRC de Thérèse-De Blainville et maire de Rosemère, préfet de la MRC d'Argenteuil et maire de Gore, Marc L'Heureux, vice-président trésorier du Conseil, préfet de la MRC des Laurentides, maire de Brébeuf et président de la Coalition Santé Laurentides Xavier-Antoine Lalande, préfet de la MRC de La Rivière-du-Nord et maire de Saint-Colomban, André Genest, préfet de la MRC des Pays-d'en-Haut, Daniel Bourdon, préfet de la MRC d'Antoine-Labelle et maire de Mont-Laurier, et Patrick Charbonneau, maire de la ville de Mirabel.

TROIS SECTEURS

Dans leurs revendications, les élus ont ciblé trois secteurs en particuliers ; soient la santé, le transport et l'accès à la nature.

De façon précise, ils ont exigé un rhaussement des investissements régionaux pour faire face à l'importante croissance démographique.

« L'augmentation exceptionnelle de la population qu'a connue la région des Laurentides est la plus importante parmi toutes les régions du Québec ces dernières années. Le CPÉRL souhaite que les investissements en infrastructure et l'accès aux soins et services reflètent ce changement majeur » plaide-t-on.

SANTÉ

En santé, « avec 650 000 citoyens (7,5% de l'ensemble du Québec), la région reçoit

moins de 5% du budget. Les manques d'espaces et d'équipement rendent le recrutement des professionnels en santé, particulièrement les médecins, extrêmement difficile. L'attribution des places de médecins est grandement limitée par le gouvernement du Québec. Le constat de la vétusté de ses six centres hospitaliers est sans équivoque: ils n'ont pas été conçus pour traiter le nombre actuel de citoyens résidant dans les Laurentides, en sus de l'affluence toujours croissante des villégiateurs ».

TRANSPORT

En matière de transport, le problème est double.

« La croissance démographique provoque une pression énorme sur le réseau d'accès routier laurentien qui, du sud au nord, connaît des flux véhiculaires très importants. Or, à l'heure actuelle, la région des Laurentides se ramasse en queue de peloton des régions du Québec les moins bien financées ».

« La région connaît également un déficit de maintien d'actifs (DMA) qui nécessite des investissements importants pour y remédier: +317M\$ en sus de ce qui est actuellement prévu au Plan québécois des infrastructures (PQI) pour la région. Le DMA est directement causé par un manque d'entretien. Ainsi, les sommes additionnelles à consacrer pour les infrastructures laurentiennes dans le PQI doivent être accompagnées d'investissements routiers bisannuels conséquents ».

ESPACES VERTS

Les espaces verts sont également source d'inquiétudes pour les élus.

« Les espaces verts des Laurentides ont subi une hausse importante de leur valeur, sur le marché comme dans l'évaluation foncière, de telle sorte qu'il devient exorbitant et difficile pour la plupart des municipalités de les acquérir pour les conserver et les mettre en valeur (...) Les élus municipaux de la région des Laurentides sont d'avis que l'accès à la nature laurentienne nécessite un soutien de la part du gouvernement du Québec, tant au niveau financier qu'en termes de moyens législatifs ou réglementaires pour permettre aux municipalités d'acquérir, de conserver et de mettre en valeur les espaces verts laurentiens ».



Patrick Charbonneau, maire de la ville de Mirabel était présent.



Photo Mychel Lapointe
Julie Gravel et Guylaine Charlot plaident pour la cause des proches aidants.

LE TEMPS D'UNE JOURNÉE DES PROCHES AIDANTS **SORTENT** DE L'OMBRE

Mychel Lapointe
redaction@groupejci.ca

« Les proches aidants, c'est déjà dans l'ombre dans notre société. Pour la première fois dans les Laurentides, il y a un colloque qui vise à reconnaître l'expertise des proches aidants » lance Guylaine Charlot.

La directrice générale de la Maison Aloïs résumait ainsi le rôle effacé mais combien indispensable que jouent les proches aidants dans notre société.

En compagnie de Julie Gravel de L'Antr'Aidant, Mme Charlot était au cœur de l'organisation de l'événement Au temps des bernaches qui se tenait jeudi dernier au complexe Les Sentiers de Prévost et qui permettait, justement, à de nombreux proches aidants de sortir de l'ombre et de venir partager leurs expériences et, ainsi, en apprendre davantage sur leur implication auprès de personnes vulnérables.

TROIS OBJECTIFS

« On ne peut pas se préparer (à devenir proche aidant). Quand ça t'arrive, tu te lances. Tu tentes tant bien que mal (de faire le mieux possible). Tu n'as pas de mode d'emploi » note Julie Gravel.

En fait, de reprendre Mme Gravel, il y a trois grands objectifs.

« La proche aidance, ça devrait être un choix libre, éclairé et irrévocable. 85 % des soins au Québec auprès des personnes vulnérables sont prodigués par les proches aidants et 15 % dans le système de santé. À partir de ce moment-là, est-ce que j'ai vraiment le choix ? Est-ce qu'il est libre ? Est-ce qu'il est éclairé ? Est-ce qu'on me dit qu'il y a des ressources pour moi ? Est-ce qu'il y a des gens qui peuvent m'aider ?

Est-ce que le CISSS des Laurentides est capable de m'aider, après que j'aie laissé 42 messages sur des boîtes vocales ? Est-ce que c'est irrévocable ? Est-ce qu'on peut arrêter d'instrumentaliser les personnes proches aidantes ? ».

Et Guylaine Charlot d'ajouter, à cet égard :

« On veut essayer de les (proches aidants) accompagner avec des ressources qui sont adaptées aux besoins et non pas uniquement donner des services en fonction de la personne qui est aidée, mais aussi en fonction de la personne qui aide. Ce n'est pas reconnu. Il n'y a pas de budget ».

C'est aussi sans oublier, insiste Mme Gravel, que « 40 % des proches aidants ont moins de 65 ans. Donc, ce sont des travailleurs. Là-dessus, il y en a près de tiers qui ne peuvent pas retourner au travail ».

LEUR RÉALITÉ

Devant de tels constats, les organisatrices plaident pour donner de plus en plus la parole aux proches aidants et « sensibiliser la population » à leur réalité.

« Ces gens-là sont précieux » persiste Julie Gravel. « Qu'est-ce qui les aiderait pour vrai ? Au lieu d'avoir des panels où on se gargarise (de pouvoir parler du vécu des proches aidants), pourquoi ne pas avoir les vraies personnes (pour le faire) ? ».

POUR LES JEUNES

Dans un autre d'idée, mais sur le même sujet, le gouvernement du Québec, par la voix du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, annonçait vendredi dernier la création d'un réseau d'agents en soutien psychosocial afin de soutenir des jeunes qui jouent un rôle de proche aidant auprès d'une personne souffrant de troubles mentaux.

Le projet Aider sans filtre des associations du Réseau Avant de craquer obtient un financement de 7,5 millions sur cinq ans de Québec, a annoncé le ministre Carmant.

AVEC UNE FILLE LOURDEMENT HANDICAPÉE
CAROLE TAVERNIER A BEAUCOUP
DONNÉ ET REDONNE ENCORE...

Mychel Lapointe
redaction@groupejcl.ca

On n'est jamais prêt à devenir proche aidant du jour au lendemain, pas plus que de devoir se séparer d'un être cher qui en vient à requérir davantage de soins.

C'est pourtant ce qu'a vécu Carole Tavernier.

« C'EST UN CHOC EFFRAYANT »

Mme Tavernier est mère d'une fille lourdement handicapée qui a été victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) à l'âge de trois mois, mais dont on a découvert l'existence quand elle a atteint 18 mois.

« Elle a 36 ans aujourd'hui et a besoin de soins constants. Elle vit en hébergement parce qu'elle demande trop de soins (pour s'en occuper seule). Il y a six ans, j'ai dû me résoudre à la placer. C'est un choc effrayant... » raconte-elle.

QUELQUE 150 CRISES

Autre choc s'il en est un, c'est le fait de

devoir quitter son emploi pour s'occuper d'un être cher. Ce qui est le cas de Carole Tavernier qui, à l'emploi d'Hydro-Québec à l'époque, a dû prendre sa retraite à 47 ans pour assurer la relève d'une personne qui s'occupait jusque-là de sa fille, mais devait quitter pour prendre soin de son conjoint atteint cancer.

« Du jour au lendemain, je suis devenue proche aidante à plein temps, sans préparation. (Avec le temps) la maladie a progressé et ma fille requérait de plus en plus de soins. On parle (à l'époque) de 150 crises d'épilepsie par année. Quand je l'ai placée, ça faisait 27 ans que je dormais quatre heures par nuit, pas plus. Entre les crises et la médication, c'était vraiment spécial ».

ON DOIT REDONNER...

Et, il n'y pas de manuel dans lequel on apprend à s'adapter.

« (Ça vient) par la force des choses » confie Mme Tavernier. « Quand tu es face à un mur, tu t'écrases devant ou tu trouves une façon de le contourner (...) Le choc, ça a été quand j'ai été obligée de

la (sa fille) placer. Ça a été la pire chose pour moi. C'est pire que le handicap encore. Confier mon enfant, la personne la plus vulnérable avec plein de besoins à des gens qu'elle n'avait jamais vu, ça demande une bonne dose de confiance. Au fil du temps, quand j'ai vu qu'elle était heureuse, ça m'a amenée à m'impliquer socialement ».

C'est pourquoi Carole Tavernier, depuis quelques années, fait profiter les autres de son expérience.

« Je pouvais aider d'autres personnes en leur disant : la voie est par là, vous pouvez la suivre. Ça nous force à devenir bienveillant ces expériences-là. De fil en aiguille, j'ai aidé un de mes amis et je suis devenue présidente d'un CHSLD (...) La vie ça tourne tout le temps. Ma grand-mère me disait toujours : « quand on a beaucoup reçu, on doit beaucoup redonner. Fais-en profiter les autres ». C'est pour ça que je m'implique beaucoup » souligne celle qui, entre autres, a participé à l'élaboration du concept des maisons des aînés de la ministre Marguerite Blais.



Photo Mychel Lapointe
« Du jour au lendemain, je suis devenue proche aidante à plein temps, sans préparation » confie Carole Tavernier.

Deuxième édition de la semaine de la reconnaissance : Merci à toutes les équipes pour leur contribution

<https://nouvelleslaurentides.ca/deuxieme-edition-de-la-semaine-de-la-reconnaissance-merci-a-toutes-les-equipes-pour-leur-contribution/>

Prolongation du mandat de Mme Rosemonde Landry présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides

<https://nouvelleslaurentides.ca/prolongation-du-mandat-de-mme-rosemonde-landry-presidente-directrice-generale-du-ciiss-des-laurentides/>

La Direction de santé publique des Laurentides rappelle les mesures de prévention et de protection en lien avec la maladie de Lyme

<https://nouvelleslaurentides.ca/la-direction-de-sante-publique-des-laurentides-rappelle-les-mesures-de-prevention-et-de-protection-en-lien-avec-la-maladie-de-lyme/>

The CISSS des Laurentides wins two prizes!

The Laurentians Integrated Health and Social Services Center (CISSS) is proud to announce that it stood out by winning two awards at the special edition ceremony COVID-19 of the Health and Social Services Network Excellence Awards, on May 26.



The commitment and passion of the teams were brought to light thanks to two innovative projects set up over the past two years: The Clinical Support Unit for Pre-Hospital Emergency Care project and The COVID-19 pre-outbreak and outbreak management kit project.

The CISSS des Laurentides also wishes to highlight the honorable mention won by the project La HALTE des Laurentides supported by the five domestic violence shelters in the Laurentians. The CISSS congratulates the various project partners and is pleased to have been able to be associated with this one!

The Health and Social Services Network Excellence Awards are an initiative of the Ministère de la Health and Social Services. To learn more about the Prizes, see: <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/soins-et-services/prix-d-excellence-du-reseau-de-la-sante-et-social-services/>

BILAN CAQUISTE DANS LES LAURENTIDES

« C'EST AVEC **FIERTÉ** QUE NOUS REGARDONS LE TRAVAIL ACCOMPLI » – NADINE GIRAULT

 Mychel Lapointe
redaction@groupejel.ca

« Les Laurentiens ont une voix forte à l'Assemblée nationale. Nous avons instauré une culture basée sur la collaboration avec les acteurs du milieu, qu'ils soient du domaine municipal, entrepreneurial ou communautaire. Les députés Agnès Grondin, Benoit Charrette, Youri Chassin, Sylvie D'Amours, Chantale Jeannotte, Eric Girard, Lucie Lecours, Marguerite Blais, Mario Laframboise, et moi-même étions engagés à faire mieux, maintenant, et c'est avec fierté que nous regardons le travail accompli. Pour le bien commun de la région des Laurentides, nous sommes déterminés à continuer le travail » évalue Nadine Girault (qui a d'ailleurs rendu hommage à Marguerite Blais qui ne sollicitera pas de renouvellement de mandat).

La ministre responsable de la région des Laurentides se fait en cela la

porte-parole de ses neuf collègues députés qui disent dresser « un bilan positif du mandat » du gouvernement caquiste.

Santé
En santé, transport, éducation et développement socio-économique, les 10 députés caquistes considèrent avoir livré la marchandise au cours des quatre dernières années. Plaidant, qu'il y avait fort à faire au moment de leur arrivée au pouvoir en octobre 2018.

« Lorsque nous sommes arrivés en poste en 2018, il est clair que la région avait souffert du désintérêt des gouvernements précédents, privant les Laurentides d'investissements nécessaires dans plusieurs secteurs. C'est pourquoi nous avons tous, dans chacun des dix comtés et pour l'ensemble de la région, travaillé sans relâche depuis le jour un de notre mandat » avance M. Girault.

Un avis que ne partageront probablement pas les gens de la Coalition santé des Laurentides, entre autres, qui re-

vendiquent depuis la fondation de l'organisme un financement plus adéquat et des actions concrètes dans, notamment, les dossiers de l'hôpital régional de Saint-Jérôme et l'hôpital de Saint-Eustache.

Du côté de la députation caquiste des Laurentides, on plaide à cet égard que « c'est dans le domaine de la santé et des services sociaux que le sous-financement hérité des gouvernements précédents était le plus flagrant. Ayant la volonté d'effectuer un rattrapage, notre gouvernement a rehaussé le budget jusqu'au double de celui initialement prévu, tant pour la modernisation de l'hôpital régional de Saint-Jérôme que pour l'agrandissement de l'hôpital St-Eustache ».

ÉDUCATION ET TRANSPORT

On est également dans le même état d'esprit en regard des dossiers de l'éducation et des transports.

« Ce sont plus d'une douzaine d'écoles primaires et trois écoles secondaires qui seront prochainement construites ou reconstruites, du jamais vu dans la région depuis plusieurs décennies » tient-on à souligner.

Alors que dans l'autre dossier, « le gouvernement a travaillé sur de nombreux fronts, tant au niveau des investissements que dans l'établissement d'une collaboration accrue avec les municipalités. Plusieurs projets, certains attendus par la population depuis des décennies, sont en chantier ou en voie de se concrétiser », citant ainsi « les travaux d'élargissement d'une portion de la route 117 ainsi que de l'autoroute 50, le prolongement de l'autoroute 19 et le réaménagement de la route 335. Autre chantier majeur, tous les usagers de l'autoroute 15 profiteront de son élargissement avec voies réservées pour le co-voiturage et le transport en commun, ainsi que de la reconstruction du pont Gédéon-Quimet ».



Eric Westram, préfet de la MRC de Thérèse-De Blainville.

CPÉRL

LE SOUS-FINANCEMENT DE CERTAINS SECTEURS EST DÉNONCÉ

Les élus des Laurentides exigent un rehaussement des investissements régionaux pour faire face à l'importante croissance démographique. Trois secteurs sont particulièrement touchés par ce sous-financement: la santé, le transport et l'accès à la nature.

Le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) souhaite obtenir sa juste part des investissements de la province pour son développement régional. Il veut convaincre le gouvernement du Québec que sa part

du budget actuel destiné à la région des Laurentides n'est pas à la hauteur des nouvelles réalités de la croissance démographique.

L'augmentation de la population qu'a connu la région des Laurentides est la plus importante parmi toutes les régions du Québec ces dernières années. Le CPÉRL souhaite que les investissements en infrastructure et l'accès aux soins et services reflètent ce changement majeur.

OFFRIR UN ACCÈS AUX SOINS ET SERVICES DE SANTÉ

Avec 650 000 citoyens du Québec (7,5%), la région reçoit moins de 5% du budget en santé. Les manques d'espaces et d'équipement rendent le recrutement des professionnels en santé, particulièrement les médecins, extrêmement difficile. L'attribution des places de médecins est grandement limitée par le gouvernement du Québec. Le constat de la vétusté de ses six centres hospitaliers est sans équivoque: ils n'ont pas été conçus pour traiter le nombre actuel de citoyens résidant dans les Laurentides, en sus de l'affluence toujours croissante des villégiateurs.

Cette situation a des impacts majeurs sur la santé de la population. Les listes d'attentes s'allongent, les délais

se prolongent, les attentes pour des tests diagnostiques créent de l'anxiété. De plus, ces délais causent souvent une détérioration de l'état de santé des patients. Près du tiers des patients des Laurentides doivent se déplacer à Montréal ou à Laval pour recevoir des soins et services alors que bon nombre de Laurentiens se dirigent vers Hawkesbury, en Ontario.

PERMETTRE UN ACCÈS ROUTIER DÉCONGESTIONNÉ ET ADÉQUAT

La croissance démographique provoque une pression énorme sur le réseau d'accès routier laurentien qui, du sud au nord, connaît des flux véhiculaires très importants. Or, à l'heure actuelle, la région des Laurentides se ramasse en queue de peloton des régions du Québec

les moins bien financées.

La région connaît également un déficit de maintien d'actifs (DMA) qui nécessite des investissements importants pour y remédier: +317M\$ en sus de ce qui est actuellement prévu au Plan québécois des infrastructures (PQI) pour la région. Le DMA est directement causé par un manque d'entretien. Ainsi, les sommes additionnelles à consacrer pour les infrastructures laurentiennes dans le PQI doivent être accompagnées d'investissements routiers bisannuels conséquents.

PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR LES ESPACES VERTS

Les montagnes, les lacs, les rivières et les forêts sont des attraits importants de la région des Laurentides qui en regorge. Les espaces verts sont cependant sou-

mis à la pression du marché qui a tôt fait de restreindre leur nombre et leur accès. En effet, les espaces verts des Laurentides ont subi une hausse importante de leur valeur, sur le marché comme dans l'évaluation foncière, de telle sorte qu'il devient exorbitant et difficile pour la plupart des municipalités de les acquérir pour les conserver et les mettre en valeur.

Ainsi, les élus municipaux de la région des Laurentides sont d'avis que l'accès à la nature laurentienne nécessite un soutien de la part du gouvernement du Québec, tant au niveau financier qu'en termes de moyens législatifs ou réglementaires pour permettre aux municipalités d'acquérir, de conserver et de mettre en valeur les espaces verts laurentiens.

L'Écho de la Rive-Nord, site Internet

Bilan annuel des directeurs de la protection de la jeunesse : Les DPJ du Québec souhaitent donner la parole aux enfants et aux adolescents

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/societe/465134/les-dpj-du-quebec-souhaitent-donner-la-parole-aux-enfants-et-aux-adolescents>

CISSS des Laurentides - Prolongation du mandat de Mme Rosemonde Landry, présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/politique/464632/prolongation-du-mandat-de-mme-rosemonde-landry-presidente-directrice-generale-du-ciiss-des-laurentides>

Accès Rive-Nord, site Internet

2e édition de la semaine de la reconnaissance Merci à toutes les équipes pour leur contribution

<https://accesrivenord.com/actualites/2e-edition-de-la-semaine-de-la-reconnaissance-merci-a-toutes-les-equipes-pour-leur-contribution/>

**TIRAGE-ARGENT
DE LA FONDATION MANOIR
SAINT-EUSTACHE**

La Fondation Manoir Saint-Eustache a procédé à son tirage-argent mensuel de l'année le 8 juin. Les gagnants sont Francine Labelle de Saint-Eustache (premier prix de 900 \$), Benoit Charette de Saint-Eustache (deuxième prix de 375 \$) et Catherine Brière Migneron de Saint-Eustache (troisième prix de 170 \$). La Fondation Manoir Saint-Eustache félicite les gagnants et tient à remercier tous ses vendeurs, dont Lucie Vaillancourt, Rita Robert et Lorraine Lapierre qui ont vendu les trois billets gagnants du mois de juin. Prenez note que le prochain tirage-argent aura lieu le 13 juillet 2022. Bonne chance à tous!

CIME, site Internet

DPJ des Laurentides - Plus de signalements, mais moins de cas retenus

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/491427/plus-de-signalements-mais-moins-de-cas-retenus>

Des patients des Hautes-Laurentides transportés par avion à Montréal

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/490516/des-patients-des-hautes-laurentides-transportes-par-avion-a-montreal>

La PDG du CISSS des Laurentides demeure en poste au moins jusqu'en mars 2023

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/490497/la-pdg-du-ciiss-des-laurentides-demeure-en-poste-au-moins-jusqu-en-mars-2023>

CFLO, site Internet

Le site de vaccination de Mont-Laurier change d'adresse

<https://www.cflo.ca/le-site-de-vaccination-de-mont-laurier-change-dadresse/>

Hausse des signalements à la DPJ de 14,5 % pour les Laurentides

<https://www.cflo.ca/hausse-des-signalements-de-145-pour-les-laurentides/>

Québec prolonge le mandat de Rosemonde Landry comme PDG du CISSS des Laurentides

<https://www.cflo.ca/quebec-prolonge-le-mandat-de-rosemonde-landry-comme-pdg-du-ciiss-des-laurentides/>

Accès Local – édition du 8 juin à 6 :45

Le CISSS des Laurentides vient de recevoir un prix d'excellence pour son projet d'Unité clinique de soutien aux soins préhospitaliers d'urgence, destiné à réduire le nombre de transports ambulanciers de basse priorité. Antoine Laliberté en discute avec Marco Blanchet, coordonnateur des services préhospitaliers d'urgence au CISSS.

<https://tvbl.ca/episode/edition-du-8-juin-2/>